

Emploi «d'avenir professeur»: enseignant de droit privé

Article paru dans FO Hebdo n°3041

C'est dans le feu de la rentrée scolaire pour 850.000 enseignants et 12,12 millions d'élèves que le gouvernement a lancé les emplois «d'avenir professeur», article 2 du projet de loi sur les «emplois d'avenir», 18.000 entre 2013 et 2015, à raison de 6.000 par an.

BOURSE + RÉMUNÉRATION = 900 EUROS

Les emplois d'avenir professeur s'adressent à des étudiants boursiers issus des ZUS, zones urbaines sensibles, âgés de moins de 25 ans et en deuxième année de licence.

Embauchés à mi-temps pendant trois ans, ils doivent s'engager à présenter un concours dans l'enseignement. Leur revenu moyen: quelque 900 euros, rémunération et bourse comprises. Le Conseil supérieur de l'Éducation a été consulté le 24 août. La confédération FO a refusé de prendre part au vote. Son représentant, Wahab Fakhfakh, a pointé «un nouveau dispositif d'emplois précaires».

Quant à la Fédération FO de l'Enseignement, elle demande «l'abandon pur et simple du dispositif», et dénonce le fait que des étudiants soient embauchés par les établissements sur des contrats de droit privé et qu'ils soient flexibles, la durée hebdomadaire de travail pouvant varier.

L'étudiant peut échouer au concours, fait aussi remarquer la FNEC FO. «Le ministère aurait ainsi un vivier de précaires contractualisables ayant le master 2.» Deux années de licence et trois ans de contrat d'avenir professeur: on retrouve les cinq années d'études requises pour devenir professeur dans les premier et second degrés imposées par la masterisation.

Loin du prérecrutement annoncé, ce serait renforcer cette réforme de la formation des maîtres pourtant si contestée.

Activité syndicale du 05/09/2012



<http://fovinatier.free.fr/>